

La Chine doit fermer ses “camps de rééducation” pour Ouïghours dans le Xinjiang, affirment les députés

- Torture, surveillance numérique et détentions arbitraires sans aucune preuve
- Harcèlement des Ouïghours à l'étranger
- Le PE appelle le Conseil à adopter des sanctions ciblées et à geler des avoirs

Les députés sont vivement préoccupés par la répression chinoise des Ouïghours et appellent Pékin à fermer immédiatement les “camps de rééducation” dans le Xinjiang.

Dans une résolution adoptée jeudi à main levée, les députés condamnent fermement le fait que des centaines de milliers d'Ouïghours et de Kazakhs sont envoyés dans des “camps de rééducation” sur la base d'un système de “police préventive”. Ils exhortent le gouvernement chinois à mettre fin immédiatement à la pratique des détentions arbitraires sans inculpation, jugement ou condamnation pour infraction pénale, et à libérer immédiatement et sans condition toutes les personnes détenues, y compris [Ilham Tohti](#), lauréat du Prix Sakharov 2019.

Incarcérations de masse et surveillance numérique intrusive

Des renseignements démontrent que les Ouïghours et d'autres minorités ethniques principalement musulmanes dans la province du Xinjiang font l'objet de détentions arbitraires, de tortures, de restrictions draconiennes concernant la pratique religieuse et d'une surveillance numérique envahissante, déclarent les députés. Ils appellent les autorités chinoises à laisser des journalistes indépendants et des observateurs internationaux accéder librement à la province, afin d'examiner la situation sur le terrain.

Les députés sont également très préoccupés par des informations faisant état d'Ouïghours à l'étranger subissant un harcèlement des autorités chinoises afin de les obliger à fournir des renseignements sur d'autres Ouïghours, à retourner dans le Xinjiang ou à ne pas commenter la situation qui y règne. Certains voient même des membres de leur famille emprisonnés.

Des mesures adéquates et efficaces contre les autorités chinoises

Les députés soulignent enfin que les instruments utilisés jusqu'ici par l'UE n'ont pas permis la réalisation de progrès tangibles en termes de droits de l'homme en Chine, ces derniers s'étant détériorés au cours de la dernière décennie. Ils rappellent qu'il est essentiel que l'UE soulève la question de la violation des droits de l'homme en Chine lors de chaque dialogue politique ou relatif aux droits de l'homme avec les autorités chinoises. Les députés appellent le Conseil à adopter des sanctions ciblées et à geler les avoirs, si cela s'avère approprié et efficace, des personnalités chinoises responsables de la répression sévère des droits fondamentaux au Xinjiang.

Contexte

La pression s'est accentuée sur Pékin après une récente fuite de documents classés ("China cables"). Ces derniers semblent confirmer les informations faisant état de la détention par les autorités chinoises de plus d'un million de musulmans, principalement ouïghours, dans des "camps de rééducation" dans la région du Xinjiang (nord-ouest). Les autorités chinoises affirment que ces "centres de formation" sont utilisés pour lutter contre l'extrémisme religieux violent.

En savoir plus

[Texte adopté \(19.12.2019\)](#)

[Enregistrement vidéo du débat \(18.12.2019\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Résolution du PE sur la Chine, notamment la situation des minorités religieuses et ethniques \(18.04.2019\)](#)

[Résolution du PE sur la Chine, sur les détentions arbitraires de masse de Ouïghours et de Kazakhs dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang \(04.10.2018\)](#)

[Produits multimédias](#)

Contacts

Snježana KOBESČAK SMODIŠ

Attachée de presse

 (+32) 2 28 32547 (BXL)

 (+33) 3 881 74007 (STR)

 (+32) 470 96 08 19

 [@EP_HumanRights](#)

 snjezana.kobescak@europarl.europa.eu
